VVV. L.2595/1.

Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
- 8 1 1952
Coordination (2)
Overgemaakt aan de R.

ROYAUME DE BELGIQUE — KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 20 décembre 1951, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant institution et organisation de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent, et associations de communes", a donné en sa séance du 22 décembre 1951 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e December 1951 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot op- en inrichting van de Bijzondere Compensatiekas voor kinderbijslag voor de gemeenten, de openbare instellingen die er van afhangen, en de verenigingen van gemeenten", heeft ter zitting van 22 December 1951 het volgend advies gegeven :

Aux termes de l'article 184 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, la Caisse spéciale de compensation visée à l'article 32 reprend tous les droits et obligations des caisses spéciales de compensation créées par l'arrêté royal du 23 janvier 1937. La caisse nouvelle reprend donc les obligations des caisses provinciales envers les membres de leur personnel.

L'article 62 du projet prévoit que la Caisse spéciale de compensation accordera priorité au personnel des caisses provinciales dissoutes, et ce seulement dans la mesure ou la bonne organisation de la caisse nouvelle le permet.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette disposition du projet va à l'encontre de l'article 184 des lois coordonnées et qu'elle doit être omise.

Il résulte, en effet, de l'article 184 que le personnel des caisses provinciales est repris d'office par la caisse nouvelle. Si la fusion voulue par le législateur permet une réduction du personnel, il est loisible au Conseil d'administration de congédier ou de licencier les agents en surnombre en respectant les dispositions statutaires ou contractuelles qui régissent chacun d'entre eux.

\+

\+ \+

./...

Pour le surplus, le projet appelle des modifications de forme qui sont contenues dans le texte ci-après.

ARRETE ROYAL PORTANT INSTITUTION ET ORGANISATION DE LA CAISSE SPECIALE DE COMPENSATION POUR ALLOCATIONS FAMILIALES DES COMMUNES, ETABLISSEMENTS PUBLICS QUI EN DEPENDENT, ET ASSOCIATIONS DE COMMUNES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment les articles 32, alinéa 3, 92 et 184, modifiés par la loi du 27 mars 1951;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

TITRE Ier.
DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL.

CHAPITRE Ier.- Nature et dénomination.

Article 1er.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

./...

CHAPITRE II.- Siège.

Article 2.-

Le siège de la Caisse spéciale de compensation est établi dans l'agglomération bruxelloise ou dans tout autre lieu désigné par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut autoriser le conseil d'administration à établir des bureaux régionaux dans d'autres communes.

CHAPITRE III.- Affiliés.

Article 3.-

Les communes, les établissements publics qui en dépendent et les associations de communes sont affiliés de plein droit à la Caisse spéciale de compensation en faveur de tous les membres de leur personnel, à l'exception :

1° des instituteurs communaux dont les traitements sont payés par l'Etat;

2° des membres de leur personnel qui habituellement, travaillent effectivement moins de cent jours par an ou moins de quatre heures par jour pour le compte d'un ou de plusieurs employeurs, qui tombent sous l'application des lois coordonnées;

3° des membres de leur personnel qui travaillent en ordre principal pour un autre employeur.

./...

Article 4.-

Les affiliés sont inscrits d'office sur une liste établie par la Caisse spéciale de compensation.

La Caisse soumet à l'approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale la liste de ses membres et les modifications qui y sont apportées.

Article 5.-

L'inscription sur la liste visée à l'article 4 est notifiée à l'affilié par une lettre signée par le président du conseil d'administration ou par le directeur.

Article 6.-

La Caisse spéciale de compensation communique au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le nom de ses membres qui ne remplissent pas leurs obligations.

CHAPITRE IV.- Mission.

Article 7.-

La Caisse spéciale de compensation a pour mission :

1° de percevoir de ses affiliés les cotisations prévues par les articles 9 et 10;

2° de payer les allocations familiales et de naissance et autres avantages d'ordre familial léga-

./...

lement obligatoires conformément aux lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

3° de payer les suppléments et avantages octroyés en vertu de l'article I8, 2°.

TITRE II.-
DISPOSITIONS D'ORDRE FINANCIER.

CHAPITRE Ier.- Des ressources.

Section 1ère.- Provenance.

Article 8.-

La Caisse spéciale de compensation est alimentée par :

1° les cotisations des affiliés;

2° une quote-part de la subvention de l'Etat prévue à l'article 110 des lois coordonnées, modifié par la loi du 27 mars I95I;

3° les majorations et intérêts de retard prévus à l'article 97 des lois coordonnées, modifié par l'arrêté du Régent du 29 décembre I944;

4° les amendes civiles prévues à l'article 11 du présent arrêté.

Article 9.-

Lorsque des membres du personnel pour lesquels un employeur est affilié à la Caisse spéciale de compensation ne tombent pas sous l'application de

./...

la législation sur la sécurité sociale, l'employeur affilié verse pour chacun d'eux une cotisation dont le montant et le mode de calcul sont fixés par le Roi.

Cette cotisation est versée directement à la Caisse spéciale de compensation.

Les articles 95, 96 et 97, alinéas 1er, 2 et 5, des lois coordonnées, modifiés par l'arrêté du Régent du 29 décembre 1944, sont applicables à cette cotisation.

Le produit de la majoration fixée par l'article 97 précité, alinéas 1er et 2, est versé au fonds de réserve prévu à l'article 14.

Article 10.-

Lorsque des membres du personnel pour lesquels un employeur est affilié à la Caisse spéciale de compensation tombent sous l'application de la législation sur la sécurité sociale, l'employeur affilié verse pour chacun d'eux la cotisation qui est fixée par ou en vertu de cette législation.

Cette cotisation est versée à l'Office national de sécurité sociale et transmise à la Caisse spéciale de compensation par l'intermédiaire de la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales.

Article 11.-

Les amendes civiles dont sont passibles, notamment en cas de fraude, les personnes à qui

./...

des avantages légalement obligatoires sont dûs ou doivent être payés, sont déterminées dans un règlement spécial adopté par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration spécialement délégué à cet effet.

Le montant de ces amendes est versé au fonds de réserve prévu à l'article I4.

Section 2.- Répartition.

A. Allocations.

Article I2.-

La Caisse spéciale de compensation couvre les dépenses résultant de l'octroi des allocations familiales et de naissance et des autres avantages d'ordre familial légalement obligatoires,

1° au moyen des cotisations prévues par les articles 9 et I0;

2° au moyen de sa quote-part dans la subvention de l'Etat prévue à l'article 110 des lois coordonnées, modifié par la loi du 27 mars I95I.

B. Frais d'administration.

Article I3.-

Les frais d'administration de la Caisse spéciale de compensation sont couverts :

1° par un prélèvement sur les cotisations prévues aux articles 9 et 10.

./...

Ce prélèvement est fixé conformément à l'article 93 des lois coordonnées, modifié par l'arrêté du Régent du 29 décembre I944 et par la loi du 27 mars I95I;

2° en cas d'insuffisance de ce prélèvement, par une cotisation supplémentaire spéciale, conformément à l'article 9I, alinéa 5, d, des lois coordonnées, modifié par l'arrêté du Régent du 29 décembre I944 et par la loi du 27 mars I95I.
Le montant et les modalités de calcul et de paiement de cette cotisation sont fixés par le Roi.

C. Fonds de réserve.

Article I4.-

La Caisse spéciale de compensation est tenue de constituer un fonds de réserve.

Institution.

Article I5.-

Le fonds de réserve est alimenté au moyen :

1° d'un prélèvement de 5 p.c. sur les sommes qui peuvent être utilisées à couvrir les frais d'administration;

2° des excédents des ressources visées à l'article I2;

3° des excédents des sommes destinées à couvrir les frais d'administration;

4° des intérêts des fonds de la Caisse spéciale de

./...

compensation;

5° des majorations appliquées aux cotisations visées par l'article 9;

6° des amendes prévues à l'article 11;

7° de toutes les autres ressources de la Caisse spéciale de compensation;

8° d'un prélèvement sur la somme des allocations familiales et de naissance et autres avantages d'ordre familial légalement obligatoires dus pour le trimestre et du montant des cotisations à percevoir par la Caisse spéciale pour le même trimestre.

Le montant de ce prélèvement est fixé par le Roi; il est utilisé conformément aux dispositions de l'article I8.

Article I6.-

Le fonds de réserve doit s'élever au moins aux quatre douzièmes des allocations à payer directement par la caisse.

Destination.

Article I7.-

A l'exception du montant du prélèvement prévu à l'article I5, 8°, le fonds de réserve peut être utilisé à titre d'avance pour assurer le paiement à l'échéance des allocations familiales et de naissance et autres avantages légalement obligatoires.

./...

Le fonds de réserve peut être également utilisé dans d'autres buts par le conseil d'administration avec l'autorisation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article I8.-

Le montant du prélèvement prévu à l'article I5, 8°, est affecté exclusivement à l'octroi :

1° de suppléments aux allocations familiales et de naissance et aux autres avantages d'ordre familial légalement obligatoires;

2° d'avantages d'ordre familial autorisés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale après consultation de la Commission des allocations familiales.

Article I9.-

Sans préjudice des dispositions des articles I6, I7 et I8 et avec l'autorisation du Ministre du Travail et do la Prévoyance sociale, le fonds de réserve peut être réparti entre les affiliés, en proportion de leurs cotisations payées pour l'exercice précédant celui au cours duquel le remboursement est décidé par le conseil d'administration.

CHAPITRE II.- Du budget et des comptes.

Section Ière.- Budget.

Article 20.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

./...

Article 2I.-

Le conseil d'administration établit le projet de budget de la Caisse spéciale de compensation et le soumet à l'avis de l'assemblée générale.

Le projet est envoyé à tous les membres au moins quatorze jours avant la date fixée pour l'assemblée générale.

Article 22.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 23.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section II.- Comptes.

Article 24.-

Le conseil d'administration dresse annuellement les comptes de la Caisse spéciale ainsi qu'un rapport annuel sur son activité. Il les soumet à l'avis de l'assemblée générale et à l'approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 25.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE III.- Dépôt des fonds.

Article 26.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

./...

TITRE III.
DISPOSITIONS D'ORDRE ADMINISTRATIF.

CHAPITRE Ier.- Conseil d'administration.
Section 1ère.- Composition.

Article 27.-

Le conseil d'administration de la Caisse spéciale de compensation se compose de :

1° dix-huit membres, nommés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale :

a) neuf représentants des employeurs :
trois bourgmestres ou échevins de communes de plus de 50.000 habitants;
deux bourgmestres ou échevins de communes de I0.000 à 50.000 habitants;
deux bourgmestres ou échevins de communes de moins de I0.000 habitants;
deux administrateurs d'établissements publics ou associations de commune.
Les employeurs représentés par ces administrateurs doivent appartenir chacun à une province différente ;

b) neuf représentants des travailleurs, choisis sur une liste double de candidats présentés par les organisations professionnelles les plus représentatives, en sorte que chaque province soit représentée;

2° un président nommé par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale parmi des

./...

personnalités indépendantes des affiliés et organisations professionnelles précitées.

Le Ministre nomme au sein du conseil d'administration deux vice-présidents, dont l'un est choisi parmi les représentants des employeurs et l'autre parmi les représentants des travailleurs. En cas d'absence du président, les réunions sont présidées alternativement par un des deux vice-présidents.

Article 28.-

Le directeur de la Caisse spéciale remplit les fonctions de secrétaire du conseil d'administration.

Article 29.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 2.- Durée du mandat.

Article 30.-

Les mandats des membres du conseil d'administration ont une durée de six ans et sont renouvelables.

Article 31.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 32.-

L'administrateur décédé, démissionnaire ou

./...

déchu,est remplacé par un administrateur nommé conformément à l'article 27, qui achève son mandat.

Section 3.- Compétence.

Article 33.-

Le conseil d'administration gère la Caisse spéciale de compensation conformément aux lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et aux arrêtés pris en exécution de celles-ci.

Il peut notamment :

1° à 4° ... (texte du projet du Gouvernement) ...

5° transiger;

6° d'une manière générale, faire tous les actes nécessaires en vue d'une bonne administration de la Caisse.

Articles 34 à 37.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 4.- Réunions.

Articles 38 à 40.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 5.- Rémunération des administrateurs.

Article 41.-

Les membres du conseil d'administration

./...

peuvent recevoir des jetons de présence, ainsi que des indemnités pour frais de parcours et de séjour dont le montant est fixé par le Roi.

CHAPITRE II.- Le directeur.

Article 42.-

La gestion journalière de la Caisse spéciale de compensation est confiée à un directeur.

Article 43.-

Le directeur est nommé par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, qui fixe en même temps son traitement.

Article 44.-

... (texte du projet du Gouvernement)...

CHAPITRE III.- Le personnel.

Article 45.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale arrête le cadre du personnel et fixe son statut administratif et pécuniaire, sur avis du conseil d'administration.

Article 46.-

Le conseil d'administration nomme, suspend et révoque le personnel de la Caisse spéciale sous réserve d'approbation par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

./...

Pour la nomination du personnel de la Caisse spéciale, il est observé un juste équilibre dans le nombre d'emplois réservés aux candidats de chaque groupe linguistique ainsi qu'il est prévu à l'article 9, § 4, de la loi du 28 juin I932 relative à l'emploi des langues en matière administrative.

Article 47.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE IV.- L'assemblée générale.

Section 1ère.- Composition.

Article 48.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 49.-

Chaque affilié a droit à une voix.

S'il occupe plus de vingt personnes, chaque affilié possède une voix supplémentaire par groupe de vingt personnes occupées au travail au moment de son inscription.

Dans la suite et chaque année la détermination du nombre de voix supplémentaires sera effectuée, en tenant compte du personnel occupé à une date qui sera fixée par le conseil d'administration.

Section 2.- Compétence.

Article 50.-

L'assemblée générale émet un avis sur les

./...

comptes et sur le projet de budget.

Elle peut soumettre au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale des propositions quant à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse spéciale de compensation.

Section 3.- Réunions.

Article 51.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 52.-

L'assemblée générale se réunit extraordinairement à la demande du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

La convocation à cette assemblée extraordinaire doit être faite dans les trente jours après la demande du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et mentionner les objets portés à l'ordre du jour.

Article 53.-

Le président du conseil d'administration convoque l'assemblée générale par la voie du Moniteur belge.

Cette convocation doit paraître au moins quatorze jours avant la date fixée pour l'assemblée générale et mentionner l'ordre du jour.

Article 54.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

./...

Article 55.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 56.-

Les délibérations et décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal signé par le président et transmis au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

TITRE IV.
DISPOSITIONS DIVERSES.

CHAPITRE Ier.- Contestations.

Article 57.-

Les contestations entre la Caisse spéciale de compensation et un de ses membres ou une personne à laquelle un avantage octroyé par la Caisse est dû, sont tranchées conformément aux articles 117 et 118 des lois coordonnées et à l'article 119 modifié par la loi du 27 mars I95I.

CHAPITRE II.- Contrôle.

Article 58.-

La Caisse spéciale de compensation fonctionne sous le contrôle direct du service des allocations familiales du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

./...

CHAPITRE III.- Règlement d'ordre intérieur.

Article 59.-

Le conseil d'administration détermine l'organisation et le fonctionnement de la Caisse spéciale par des règlements soumis à l'approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, qui les modifie ou les complète.

TITRE V.-
DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 60.-

Le fonds de réserve au 31 décembre 1951 de chacune des caisses spéciales créées par l'arrêté royal du 23 janvier 1937 pour les communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes, est versé au fonds de réserve de la Caisse spéciale de compensation.

Article 61.-

Par dérogation à l'article 63, 3°, les affiliés qui au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté étaient chargés par les caisses de compensation visées à l'article 60, de payer directement les allocations, continuent à les payer directement aux bénéficiaires.

./...

Article 62.-

Sous réserve des droits acquis, jusqu'à ce que le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ait fixé le statut administratif du personnel, celui-ci est soumis aux règles régissant le contrat de louage de service.

TITRE VI.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 63.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 23 janvier I937 portant création et organisation des caisses spéciales de compensation des administrations communales, établissements publics qui en dépendent et associations de communes, modifié par les arrêtés royaux des I8 janvier I938 et 5 février I95I;

2° l'arrêté royal du Ier septembre I939 relatif à la réduction du taux des cotisations pour allocations familiales à verser par les administrations et organismes affiliés aux caisses spéciales de compensation des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes, modifié par l'arrêté du Régent du 25 mars I945 et par l'arrêté royal du 6 février I95I;

3° l'arrêté ministériel du 30 juin I938 autorisant les caisses spéciales de compensation des administrations communales, établissements publics

./...

qui en dépendent et associations de communes, à faire parvenir les allocations familiales aux agents de leurs affiliés par l'entremise de ces derniers;

4° l'arrêté ministériel du 7 juillet 1948 confiant la gestion journalière des caisses spéciales de compensation des administrations communales aux bureaux régionaux de l'Office national de coordination des allocations familiales.

Article 64.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1952.

Article 65.-

Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Luidens artikel 184 der geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, neemt de bij artikel 32 bedoelde Bijzondere Compensatiekas alle rechten en verplichtingen over van de bijzondere compensatiekassen opgericht bij koninklijk besluit van 23 Januari 1937. De nieuwe kas neemt dus de verplichtingen der provinciale kassen ten opzichte van de leden van hun personeel over.

Volgens artikel 62 van het ontwerp zal de Bijzondere Compensatiekas prioriteit verlenen aan het personeel der ontbonden provinciale kassen, echter slechts voor zover zulks met de goede inrichting van de nieuwe kas te verenigen is.

De Raad van State is van advies dat die bepaling van het ontwerp strijdig is met artikel 184 der geordende wetten en dat zij moet vervallen.

Uit artikel 184 volgt immers dat het personeel der provinciale kassen ambtshalve door de nieuwe kas wordt overgenomen. Maakt de door de wetgever gewilde versmelting een beperking van het personeel mogelijk, dan staat het de raad van beheer vrij de overtallige personeelsleden te ontslaan of af te danken met inachtneming van de statuut- of contractbepalingen die op ieder van hen van toepassing zijn.

\+

\+ \+

Voorts zijn in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen die in de onderstaande tekst zijn opgenomen :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT OPRICHTING EN INRICHTING VAN DE BIJZONDERE COMPENSATIEKAS VOOR KINDERBIJSLAG VOOR DE GEMEENTEN, DE OPENBARE INSTELLINGEN DIE ER VAN AFHANGEN, EN DE VERENIGINGEN VAN GEMEENTEN .

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op de artikelen 32, derde lid, 92 en 184, zoals gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1951;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

TITEL I.- BEPALINGEN VAN ALGEMENE AARD.

HOOFDSTUK I.- AARD EN BENAMING.

Artikel 1.-

Bij het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg wordt een openbare instelling
...(verder zoals tekst van het ontwerp der Regering)...

.../...

HOOFDSTUK II.- ZETEL.

Artikel 2.-

De zetel van de Bijzondere Compensatiekas is gevestigd in de Brusselse agglomeratie of in enige andere plaats door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangewezen.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan de raad van beheer machtigen in andere gemeenten gewestelijke kantoren op te richten.

HOOFDSTUK III.- AANGESLOTENEN.

Artikel 3.-

De gemeenten, de openbare instellingen die er van afhangen en de verenigingen van gemeenten zijn van rechtswege bij de Bijzondere Compensatiekas aangesloten voor al de leden van hun personeel, met uitzondering van :

1° de gemeenteonderwijzers wier wedde de Staat betaalt;

2° de leden van hun personeel die gewoonlijk minder dan honderd dagen per jaar of minder dan vier uur per dag werkelijk arbeiden voor rekening van een of meer werkgevers op wie de geordende wetten van toepassing zijn;

3° de leden van hun personeel die hoofdzakelijk voor een andere werkgever arbeiden.

.../...

Artikel 4.-

De aangeslotenen worden ambtshalve ingeschreven op een lijst die de Bijzondere Compensatiekas opmaakt.

De kas legt de lijst van haar leden en de wijzigingen die er worden in aangebracht aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg ter goedkeuring voor.

Artikel 5.-

Van de inschrijving op de lijst bedoeld in artikel 4 wordt de aangeslotene kennis gegeven bij een brief ondertekend door de voorzitter van de raad van beheer of door de directeur.

Artikel 6.-

De Bijzondere Compensatiekas deelt aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg de namen mede van haar leden die hun verplichtingen niet nakomen.

HOOFDSTUK IV.- OPDRACHT.

Artikel 7.-

De Bijzondere Compensatiekas heeft tot opdracht:

1° de bij de artikelen 9 en 10 bepaalde bijdragen van haar aangeslotenen te innen;

2° de kinder- en geboortebijslag en andere wettelijke verplichte voordelen van familiale aard, overeenkomstig de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders uit te keren;

3° de krachtens artikel 18, 2°, verleende toeslagen en voordelen uit te keren.

.../...

TITEL II.- BEPALINGEN VAN FINANCIELE AARD.

HOOFDSTUK I.- INKOMSTEN.

Afdeling 1.- Herkomst.

Artikel 8.-

De Bijzondere Compensatiekas wordt gestijfd door:

1° de bijdragen van de aangeslotenen;

2° een deel van de Rijkssubsidie bedoeld in artikel 110 van de geordende wetten, zoals dit artikel is gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1951;

3° de vermeerderingen en intresten wegens verwijl bepaald in artikel 97 van de geordende wetten, zoals het is gewijzigd bij het besluit van de Regent van 29 December 1944;

4° de burgerlijke geldboeten waarvan sprake in artikel 11 van dit besluit.

Artikel 9.-

Wanneer de wetgeving op de maatschappelijke zekerheid niet van toepassing is op leden van het personeel voor wie een werkgever bij de Bijzondere Compensatiekas aangesloten is, stort de aangesloten werkgever voor ieder van hen een bijdrage waarvan de Koning het bedrag en de wijze van berekening bepaalt.

.../...

Deze bijdrage wordt rechtstreeks in de Bijzondere Compensatiekas gestort.

De artikelen 95, 96 en 97, eerste, tweede en vijfde lid, van de geordende wetten, zoals die artikelen zijn gewijzigd bij het besluit van de Regent van 29 December 1944, zijn van toepassing op deze bijdrage.

De opbrengst van de vermeerdering bij voornoemd artikel 97, eerste en tweede lid, bepaald, wordt in het bij artikel 14 bedoelde reservefonds gestort.

Artikel 10.-

Wanneer de wetgeving op de maatschappelijke zekerheid van toepassing is op leden van het personeel voor wie een werkgever bij de Bijzondere Compensatiekas aangesloten is, stort de aangesloten werkgever voor ieder van hen de bijdrage vastgesteld bij of krachtens die wetgeving.

Deze bijdrage wordt gestort bij de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid en door tussenkomst van de Nationale Compensatiekas voor kinderbijslag aan de Bijzondere Compensatiekas overgedragen.

Artikel 11.-

De burgerlijke geldboeten waarmee inzonderheid, in geval van bedrog, kunnen worden gestraft de personen aan wie wettelijk verplichte voordelen verschuldigd zijn of moeten worden uitbetaald, worden bepaald in een bijzonder reglement aangenomen door de algemene vergadering of door de speciaal daartoe gemachtigde raad van beheer.

.../...

Het bedrag van deze geldboeten wordt in het bij artikel 14 bedoelde reservefonds gestort.

Afdeling 2.- Verdeling.

A. De bijslag.

Artikel 12.-

De Bijzondere Compensatiekas dekt de uitgaven die voortvloeien uit de toekenning van kinder- en geboortebijslag en van andere wettelijk verplichte voordelen van familiale aard:

1° door middel van de bijdragen in de artikelen 9 en 10 bepaald;

2° door middel van haar deel in de Rijkssubsidie bedoeld in artikel 110 van de geordende wetten, zoals dit is gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1951.

B. Bestuurskosten.

Artikel 13.-

De bestuurskosten van de Bijzondere Compensatiekas worden gedekt:

1° door een afhouding van de bijdragen in de artikelen 9 en 10 bedoeld.
Deze afhouding wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 93 van de geordende wetten, zoals dit is gewijzigd bij het besluit van de Regent van 29 December 1944 en bij de wet van 27 Maart 1951;

.../...

2° indien deze afhouding onvoldoende is, door een bijzondere bijkomende bijdrage, overeenkomstig artikel 91, vijfde lid, d, van de geordende wetten, zoals dit is gewijzigd bij het besluit van de Regent van 29 December 1944 en bij de wet van 27 Maart 1951. Het bedrag en de wijze van berekening en van betaling dezer bijdrage worden door de Koning bepaald.

C. Reservefonds.

Artikel 14.-

De Bijzondere Compensatiekas is er toe gehouden een reservefonds te vormen.

Oprichting.

Artikel 15.-

Het reservefonds wordt gestijfd door middel van :

1° een afhouding van 5 t.h. van de sommen die tot het dekken van de bestuurskosten mogen aangewend worden;

2° de overschotten van de inkomsten bedoeld bij artikel 12;

3° de overschotten van de sommen die tot het dekken van de bestuurskosten bestemd zijn;

4° de intresten van de fondsen van de Bijzondere Compensatiekas;

5° de vermeerderingen toegepast op de bijdragen bedoeld bij artikel 9;

6° de geldboeten bij artikel 11 bedoeld;

.../...

7° alle andere inkomsten van de Bijzondere Compensatiekas;

8° een afhouding van de som van de kinder- en geboortebijslag en andere wettelijk verplichte voordelen van familiale aard, verschuldigd voor het trimester, en van het bedrag der bijdragen die voor hetzelfde trimester door de Bijzondere Kas moeten geïnd worden.

Het bedrag van deze afhouding wordt door de Koning vastgesteld; het wordt gebruikt overeenkomstig het bepaalde in artikel 18.

Artikel 16.-

Het reservefonds moet ten minste vier twaalfde belopen van de bijslag rechtstreeks door de kas te betalen.

Bestemming.

Artikel 17.-

Met uitzondering van het bedrag der afhouding bedoeld in artikel 15, 8°, mag het reservefonds als voorschot gebruikt worden om op de vervaldag de uitkering van de kinder- en geboortebijslag en andere wettelijk verplichte voordelen te verzekeren.

.../...

Het reservefonds mag door de raad van beheer, met toelating van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, insgelijks tot andere doeleinden aangewend worden.

Artikel 18.-

Het bedrag der afhouding bedoeld in artikel 15, 8°, wordt uitsluitend gebruikt voor het verlenen :

1° van een toeslag op de kinder- en geboortebijslag en op andere wettelijk verplichte voordelen van familiale aard;

2° van voordelen van familiale aard, na advies van de Commissie voor kinderbijslag door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg toegestaan.

Artikel 19.-

Onverminderd het bepaalde in de artikelen 16, 17 en 18 en met machtiging van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, mag het reservefonds onder de aangeslotenen omgeslagen worden, naar verhouding van hun bijdragen betaald voor het dienstjaar dat datgene voorafgaat in de loop waarvan de raad van beheer tot de terugbetaling beslist.

HOOFDSTUK II.- BEGROTING EN REKENINGEN.

Afdeling 1.- Begroting.

Artikel 20.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

.../...

Artikel 21.-

Het begrotingsontwerp van de Bijzondere Compensatiekas wordt door de raad van beheer opgemaakt en voor advies aan de algemenevergadering voorgelegd.

Uiterlijk veertien dagen vóór de datum vastgesteld voor de algemene vergadering wordt dit ontwerp aan alle leden toegezonden.

Artikel 22.-

Het begrotingsontwerp en het advies van de algemene vergadering wordt door de raad van beheer uiterlijk 1 November aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg overgemaakt.

Artikel 23.-

... (tekst van het ontwerp der Regering)...

Afdeling 2.- Rekeningen.

Artikel 24.-

De raad van beheer maakt jaarlijks de rekeningen van de Bijzondere Kas alsmede een jaarverslag over zijn werkzaamheden op. Hij onderwerpt deze aan het advies der algemene vergadering en aan de goedkeuring van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Artikel 25.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

.../...

HOOFDSTUK III. - BEWAARGEVING DER GELDEN.

... (tekst van het ontwerp der Regering)...

TITEL III.- BEPALINGEN VAN ADMINISTRATIEVE AARD.

HOOFDSTUK I.- RAAD VAN BEHEER.

Afdeling 1.- Samenstelling.

Artikel 27.-

De raad van beheer van de Bijzondere Compensatiekas bestaat uit :

1° achttien leden, door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg benoemd:

a) negen vertegenwoordigers van de werkgevers:
drie burgemeesters of schepenen van gemeenten met meer dan 50.000 inwoners;
twee burgemeesters of schepenen van gemeenten met 10.000 tot 50.000 inwoners;
twee burgemeesters of schepenen van gemeenten met minder dan 10.000 inwoners;
twee beheerders van openbare instellingen of verenigingen van gemeenten.
De werkgevers die door die beheerders worden vertegenwoordigd, moeten elk tot een verschillende provincie behoren;

b) negen vertegenwoordigers van de werknemers, gekozen op een dubbellijst van candidaten, door de meest representatieve beroepsverenigingen voorgedragen, zodanig dat iedere provincie vertegenwoordigd is;

.../...

2° een voorzitter, door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg benoemd onder personen die onafhankelijk zijn van de voornoemde aangeslotenen en beroepsverenigingen.

De Minister benoemt onder de leden van de raad van beheer twee ondervoorzitters, van wie de een onder de vertegenwoordigers der werkgevers en de andere onder de vertegenwoordigers der werknemers wordt gekozen. Bij afwezigheid van de voorzitter worden de vergaderingen beurtelings door een van de ondervoorzitters voorgezeten.

Artikel 28.-

De directeur van de Bijzondere Kas vervult de functies van secretaris van de raad van beheer.

Artikel 29.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg benoemt een commissaris belast met het toezicht over de verrichtingen van de Bijzondere Kas.

De commissaris woont de vergaderingen van de raad van beheer bij en heeft er raadgevende stem. Hij beschikt over alle middelen van onderzoek, nodig om zijn opdracht te vervullen.

De commissaris maakt telkens als het nodig is en minstens om de drie maanden een verslag op dat hij aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg overmaakt.

..../...

Afdeling 2.- Duur van het mandaat.

Artikel 30.-

De mandaten der leden van de raad van beheer hebben een duur van zes jaar en zijn vernieuwbaar.

Artikel 31.-

,.. (tekst van het ontwerp der Regering)...

Artikel 32.-

De beheerder die overleden is, ontslag neemt of van zijn mandaat is vervallen, wordt vervangen door een overeenkomstig artikel 27 benoemde beheerder, die het mandaat van zijn voorganger voleindigt.

Afdeling 3.- Bevoegdheid.

Artikel 33.-

De raad van beheer neemt het beheer van de Bijzondere Compensatiekas waar overeenkomstig de geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en de besluiten ter uitvoering daarvan genomen.

Hij kan namelijk :

1° inhoud en vorm regelen van alle stukken betreffende aansluiting van leden, bestuur en contrôle;

2° de verschillende diensten organiseren;

3° de leden van het personeel benoemen en ontslaan, overeenkomstig het bepaalde in artikel 46;

.../...

4° machtigen om als eiser of verweerder in rechte op te treden, op vervolging en ten verzoeke van de voorzitter of de daartoe gemachtigde directeur;

5° dadingen aangaan;

6° in het algemeen, alle daden verrichten, nodig voor een goed beheer van de kas.

Artikel 34.-

Aan de goedkeuring van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg zijn onderworpen :

1° het sluiten van elke huurovereenkomst ten behoeve van de kas;

2° de aankoop of vervreemding van alle onroerende goederen ten behoeve van de kas.

Artikel 35.-

De raad van beheer kan in zijn midden een comité van beheer instellen waarvan hij de samenstelling en de bevoegdheden vaststelt, met goedkeuring van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Artikel 36.-

De stukken welke de Bijzondere Compensatiekas verbinden, worden door de voorzitter en een beheerder ondertekend, behalve :

1° indien een bijzondere machtiging aan een beheerder werd gegeven;

2° indien het stukken betreft die op het dagelijks beheer van de kas betrekking hebben.

.../...

Artikel 37.-

De beheerders gaan geen enkele persoonlijke verplichting aanten aanzien van de verbintenissen van de kas.

Enkel voor de uitoefening van hun mandaat zijn zij verantwoordelijk.

Afdeling 4.- Vergaderingen.

Artikel 38.-

De raad van beheer vergadert bij oproeping door de voorzitter zo dikwijls als de belangen der kas dit vereisen.

Hij kan eveneens vergaderen op uitdrukkelijk verzoek van minstens drie zijner leden.

Hij kan ook in buitengewone vergadering worden samengeroepen op verzoek van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, die terzelfdertijd de op de dagorde te plaatsen punten aanwijst.

Artikel 39.-

De raad kan over de punten op de dagorde niet geldig beraadslagen tenzij de meerderheid der leden tegenwoordig is.

Over de punten die voor de tweede maal op de dagorde staan, kan hij echter geldig beraadslagen, ongeacht het aantal tegenwoordige leden.

De beslissingen worden bij eenvoudige meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter der vergadering beslissend.

De beslissingen van de raad worden opgetekend in processen-verbaal, die door de voorzitter van de vergadering worden ondertekend.

Artikel 40.-

De beheerders mogen geen deel nemen aan de beraadslaging of de stemming over punten, waarbij zij persoonlijk betrokken zijn; hun onthouding wordt in het proces-verbaal der zitting opgetekend.

Afdeling 5. - Vergoeding van de beheerders.

Artikel 41.-

De leden van de raad van beheer kunnen presentiegelden alsook vergoedingen voor reis- en verblijfkosten ontvangen, waarvan de Koning het bedrag vaststelt.

HOOFDSTUK II. - DE DIRECTEUR.

Artikel 42.-

... (tekst van het ontwerp der Regering)...

Artikel 43.-

De directeur wordt benoemd door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, die terzelfdertijd zijn bezoldiging vaststelt.

Artikel 44.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

HOOFDSTUK III. - HET PERSONEEL.

Artikel 45.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg bepaalt, op advies van de raad van beheer, het kader en het administratief en geldelijk statuut van het personeel.

.../...

Artikel 46.-

De raad van beheer benoemt, schorst en zet het personeel van de Bijzondere Kas af, behoudens goedkeuring van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Bij de benoeming van het personeel der Bijzondere Kas wordt, zoals bepaald bij artikel 9, § 4, der wet van 28 Juni 1932 betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken, een passend evenwicht in acht genomen bij het vaststellen van het getal der betrekkingen die aan de candidaten van elke taalgroep worden voorbehouden.

Artikel 47.-

Tot het personeel kunnen leden van het Rijkspersoneel behoren. In het bestuur waaruit zij komen worden zij bij gemotiveerd besluit wegens bijzondere opdracht ter beschikking gesteld en behouden zij hun anciënniteit en hun aanspraken op bevordering.

Daartoe kunnen eveneens behoren personeelsleden die uit andere parastatale instellingen zijn gedetacheerd. Die leden behouden het statuut dat in die instellingen op hen toepasselijk is, alsook hun anciënniteit en hun aanspraken op bevordering.

De in dit artikel bedoelde personeelsleden worden verder betaald door het bestuur waaruit zij komen; de Bijzondere Kas betaalt echter ieder jaar de sommen, aan deze personeelsleden uitgekeerd, aan dat bestuur terug.

.../...

Deze personeelsleden bekleden de betrekkingen bepaald in het kader van het personeel van de Bijzondere Kas, dat overeenkomstig artikel 45 is vastgesteld; eerst op de dag waarop zij terugkeren naar het bestuur waaruit zij komen, worden die betrekkingen vacant. Deze leden verkrijgen dezelfde aanspraken op anciënniteit en bevordering als de personeelsleden die uitsluitend aan de Bijzondere Kas verbonden zijn.

HOOFDSTUK IV. - DE ALGEMENE VERGADERING.

Afdeling 1. - Samenstelling.

Artikel 48.-

De algemene vergadering bestaat uit de afgevaardigden van de leden.

Iedere gemeente kan zich laten vertegenwoordigen door haar burgemeester, door één van haar schepenen, een van haar gemeenteraadsleden of een lid van haar personeel.

Iedere openbare instelling en iedere vereniging van gemeenten kan zich door een van haar beheerders of een lid van haar personeel laten vertegenwoordigen.

Artikel 49.-

Ieder aangeslotene heeft recht op één stem.

.../...

Wanneer hij meer dan twintig personen tewerkstelt, heeft iedere aangeslotene één bijkomende stem voor elke groep van 20 personen, door hem tewerkgesteld op het ogenblik van zijn inschrijving.

Later zal ieder jaar het aantal bijkomende stemmen worden bepaald, daarbij rekening houdend met het personeel, tewerkgesteld op een datum door de raad van beheer te bepalen.

Afdeling 2. - Bevoegdheid.

Artikel 50.-

De algemene vergadering brengt advies uit over de rekeningen en het begrotingsontwerp.

Zij kan aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg voorstellen doen betreffende de inrichting en de werking van de Bijzondere Compensatiekas.

Afdeling 3. - Vergaderingen.

Artikel 51.-

De gewone algemene vergadering komt bijeen op de datum, door de raad van beheer vastgesteld.

Artikel 52.-

De algemene vergadering komt in buitengewone vergadering bijeen op verzoek van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

.../...

De oproeping tot deze buitengewone vergadering moet worden gedaan binnen dertig dagen na het verzoek van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en moet de punten van de dagorde vermelden.

Artikel 53.-

De voorzitter van de raad van beheer roept de algemene vergadering bijeen door een bericht in het Belgisch Staatsblad.

Deze bijeenroeping moet minstens veertien dagen vóór de datum, voor de algemene vergadering vastgesteld, worden bekendgemaakt en moet de dagorde vermelden.

Artikel 54.-

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van beheer.

Bij afwezigheid van de voorzitter worden de vergaderingen beurtelings door een van de ondervoorzitters van de raad van beheer voorgezeten.

Bij afwezigheid van de voorzitter en van de ondervoorzitters neemt de oudste in jaren van de aanwezige beheerders het voorzitterschap van de vergadering waar.

De voorzitter wijst de secretaris van de algemene vergadering aan.

.../...

De vergadering wijst twee van haar leden aan om de functies van stemopnemers te vervullen.

De andere aanwezige beheerders maken daarenboven deel uit van het bureau.

Artikel 55.-

De beslissingen van de algemene vergadering worden genomen bij eenvoudige meerderheid van stemmen, welk ook het aantal vertegenwoordigde leden zij.

Artikel 56.-

De beraadslagingen en de beslissingen van de algemene vergadering worden opgetekend in een proces-verbaal dat door de voorzitter ondertekend wordt en aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg wordt overgemaakt.

TITEL IV.- DIVERSE BEPALINGEN.

HOOFDSTUK I.- BETWISTINGEN.

Artikel 57.-

De betwistingen tussen de Bijzondere Compensatiekas en een van haar leden of een persoon aan wie een door de kas verleend voordeel verschuldigd is, worden beslecht overeenkomstig de artikelen 117, 118, van de geordende wetten en overeenkomstig artikel 119, gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1951.

.../...

HOOFDSTUK II.- CONTROLE.

Artikel 58.-

De Bijzondere Compensatiekas werkt onder de rechtstreekse contrôle van de dienst voor kinderbijslag van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg.

HOOFDSTUK III.- REGLEMENT VAN ORDE.

Artikel 59.-

De inrichting en de werking van de Bijzondere Kas worden door de raad van beheer geregeld bij reglementen, welke ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, die ze wijzigt of aanvult.

TITEL V.- OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 60.-

Het voorzorgsfonds op 31 December 1951 van elke der bij het koninklijk besluit van 23 Januari 1937 opgerichte bijzondere compensatiekassen voor de gemeenten, openbare instellingen die er van afhangen en verenigingen van gemeenten, wordt in het reservefonds van de Bijzondere Compensatiekas gestort.

.../...

Artikel 61.-

In afwijking van artikel 63, 3°, betalen de aangeslotenen die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit door de in artikel 60 bedoelde compensatiekassen er mede belast waren de kinderbijslag rechtstreeks uit te betalen, ze verder rechtstreeks aan de belanghebbenden uit.

Artikel 62.-

Onverminderd de verkregen rechten gelden voor het personeel, in afwachting dat de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg in het administratief statuut van het personeel voorziet, de regelen toepasselijk op het dienstcontract.

TITEL VI. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 63.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 23 Januari 1937 houdende inrichting en werking der bijzondere compensatiekassen voor de gemeenten, openbare instellingen die er van afhangen en verenigingen van gemeenten, zoals het is gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 Januari 1938 en 5 Februari 1951;

.../...

2° het koninklijk besluit van 1 September 1939 tot vermindering van het bedrag der bijdragen te storten door besturen en instellingen aangesloten bij de speciale compensatiekassen ten behoeve van gemeentebesturen, aan gemeentebesturen ondergeschikte openbare instellingen en gemeentenverenigingen, zoals het is gewijzigd bij het besluit van de Regent van 25 Maart 1945 en bij het koninklijk besluit van 6 Februari 1951;

3° het ministerieel besluit van 30 Juni 1938 waarbij de speciale compensatiekassen ten behoeve van de gemeentebesturen, aan gemeentebesturen ondergeschikte openbare instellingen en gemeenteverenigingen worden gemachtigd de kindertoeslagen, waarop de werknemers harer leden gerechtigd zijn, uit te keren door bemiddeling van die leden;

4° het ministerieel besluit van 7 Juli 1948 waarbij het dagelijks beheer van de bijzondere compensatiekassen voor de gemeenten wordt overgedragen aan de gewestelijke burelen van de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen.

Artikel 64.-

Dit besluit treedt 1 Januari 1952 in werking.

Artikel 65.-

Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,		président
de Heren :	eerste-voorzitter van de Raad van State,		voorzitter
M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,		
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,		
G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,		greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.